

SAFPT

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOCIAL

Suppression de 70.000 postes dans les collectivités

« Un manque de connaissances de la réalité du terrain »

Organisation syndicale autonome originaire du Var, le Syndicat autonome de la fonction publique territoriale s'implante progressivement dans la région. Son assemblée générale se tenait d'ailleurs à Fécamp, vendredi dernier. L'occasion de poser plusieurs questions aux dirigeants du SAFPT.

Le Courrier Cauchois : Quand on évoque le syndicalisme, on pense surtout à la CGT ou encore à la CFDT, moins au SAFPT (Syndicat autonome de la fonction publique). Pouvez-vous présenter ce syndicat qui commence à s'implanter dans notre région ?

Yolande Restouin, secrétaire générale nationale du SAFPT : Originaire du département du Var, le SAFPT est une organisation syndicale qui ne s'occupe que de la fonction publique territoriale. Lors de la dernière élection, nous avons obtenu un siège de permanent national. Nous sommes une organisation autonome. C'est à dire qu'on ne fait absolument pas de politique. Nous estimons que ce n'est pas notre rôle de prendre position lors d'échéances électorales. Beaucoup de représentants d'autres organisations syndicales viennent vers nous. Nous sommes implantés au sein de l'intercommunalité fécampoise (devenue communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral en 2017 NDLR) depuis 2006. Nous avons également une section sur Petit Caux et avons été majoritaires lors des dernières élections syndicales à la Communauté de communes Côte d'Albâtre. Nous avons également été saisis par les mairies de Rouen, de Saint-Etienne-du-Rouvray.

CC : Dans son programme, le président de la République évoque la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires dont 70.000 dans les collectivités territoriales...

YR : Je pense qu'il n'est pas conscient de ce qu'il propose. Ne pas remplacer les départs à la retraite, on le conçoit. Car dans cer-



Le SAFPT tenait son assemblée générale à Fécamp, vendredi dernier

tains services, le besoin de remplacement ne se fait plus sentir. Mais il est impératif de compenser ces départs en créant des postes dans d'autres services qui sont véritablement en sous-effectifs et en souffrance.

Bruno Champion, secrétaire général adjoint national : Aujourd'hui, la caisse de retraite des fonctionnaires (la CRNACL) est tout juste en équilibre. Si on supprime 70.000 postes, qui paiera les retraites des autres fonctionnaires ? C'est pas tellement réfléchi tout ça.

YR : Nos dirigeants font preuve d'un manque de connaissances concernant la réalité du terrain...

CC : On parle de mal-être au sein des collectivités territoriales en proie à de vastes réorganisations (fusions, mutualisation des personnels...).

YR : Les responsables de collectivités territoriales ne dirigent plus comme des maires mais comme des chefs d'entreprise quel que soit le bord politique. Et la fonction publique territoriale, ce n'est pas ça. Les agents de la base se sentent dévalorisés, incompris. Ils effectuent un travail de fourmi qui n'est jamais reconnu. Le mal-être vient de là. C'est facile de dire que les fonctionnaires sont souvent absents. Mais il faudrait surtout connaître la raison de cet absentéisme.

BC : La rénovation du dialogue social n'est que de la poudre aux yeux. La faute à qui ? Aux élus comme aux représentants syndicaux qui ne souhaitent pas évoluer.

■ PROPOS RECUEILLIS
PAR M.D.